



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 avril 2008
Français
Original : anglais

Seizième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 1795 (2008) du Conseil de sécurité, par laquelle le Conseil a prorogé le mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) jusqu'au 30 juillet 2008 et m'a prié de le tenir régulièrement informé et de lui présenter, au plus tard le 15 avril 2008, un rapport sur l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire, en particulier de la préparation du processus électoral. Le rapport rend compte des principaux événements survenus en Côte d'Ivoire depuis mon rapport du 2 janvier 2008 (S/2008/1), ainsi que des conclusions d'une mission technique qui s'y est rendue du 3 au 12 mars 2008.

II. La situation en matière de sécurité

2. La situation générale en matière de sécurité est demeurée stable pendant la période à l'examen. Bien que le climat politique et en matière de sécurité dans tout le pays ait continué de s'améliorer depuis la signature de l'Accord de Ouagadougou en mars 2007, la stabilité reste précaire faute de progrès en vue du désarmement des Forces nouvelles et du démantèlement des milices dans l'ouest. Les crimes violents, en particulier les vols à main armée dans l'ouest du pays, demeurent une source de profonde préoccupation. Durant le mois de février, plus de 20 cas de vols à main armée ont été signalés sur l'axe Guiglo-Duékoué et 10 attaques armées ont été signalées à Bangolo. Le 23 mars 2008, un soldat des forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire a été tué à Duékoué par des bandits armés non identifiés. Il s'en est suivi une manifestation des soldats à Duékoué, Guiglo et Bloléquin, au cours de laquelle ces derniers ont tiré en l'air et exigé le départ du gouverneur militaire qu'ils accusaient de ne pas assurer la sécurité des militaires dans l'ouest. La situation est retournée à la normale à la suite d'une visite du chef d'état-major des forces de défense et de sécurité, le général de division Philippe Mangou, dans la région.

3. Le 27 décembre 2007, des partisans du sergent Ibrahim Coulibaly, alias IB, ancien membre des Forces nouvelles, ont été accusés d'attaquer des éléments des Forces nouvelles à Bouaké, causant plusieurs morts et entraînant l'arrestation de plusieurs personnes. L'ONUCI s'est rapidement déployée à Bouaké pour rétablir le calme. Les corps de cinq partisans présumés de M. Coulibaly, présentant des



blessures à balles et des traces de torture, sont retenus à la morgue de Bouaké depuis fin décembre en attendant la conclusion des enquêtes criminelles. Dix-huit personnes arrêtées à Bouaké en rapport avec ces événements ont été transférées à la prison civile de Korhogo. Comme autre incident, le 17 janvier, 11 personnes, dont 2 ressortissants français, qui seraient associées à M. Coulibaly, ont été arrêtées à Abidjan au motif qu'elles préparaient un coup d'État. Le 30 janvier, le Procureur du tribunal militaire d'Abidjan a émis un mandat d'arrêt international contre M. Coulibaly, accusé de complot contre l'État.

4. Les 31 mars et 1^{er} avril, des manifestations organisées à Abidjan et San Pedro contre la hausse du coût de la vie ont pris une tournure violente. Au moins une personne aurait été tuée et 20 autres blessées lors d'affrontements entre la police antiémeute et les manifestants, qui ont aussi perturbé les audiences foraines. Les manifestations ont pris fin le 2 avril lorsque le Gouvernement a annoncé des mesures d'urgence visant à réduire les impôts sur les denrées alimentaires et les services de base pour une période de trois mois.

5. Vu l'amélioration constante de la situation générale en matière de sécurité au cours de l'année écoulée, j'ai décidé, sur recommandation du responsable désigné et après consultation de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité des Nations Unies en Côte d'Ivoire, de revoir à la baisse les niveaux du plan de sécurité en les ramenant à la phase I dans certaines zones du sud et du nord et dans la zone Bondoukou-Bouna et à la phase III dans la zone de Guiglo à l'ouest, le niveau restant inchangé dans le reste du nord du pays. Le Gouvernement et les milieux d'affaires ivoiriens se sont félicités du changement de niveaux du plan de sécurité, qui est conforme à la recommandation formulée par le Comité d'évaluation et d'accompagnement à sa réunion du 14 janvier.

III. Évolution de la situation politique

6. Profitant de l'amélioration des conditions de sécurité et du climat politique en Côte d'Ivoire, les partis politiques ont poursuivi leurs activités dans tout le pays. Le 1^{er} février, le Rassemblement des républicains a tenu sa convention à Abidjan, au cours de laquelle son dirigeant, Alassane Ouattara, a été désigné candidat du parti à la prochaine élection présidentielle. M. Ouattara a par la suite invité les Forces nouvelles à rejoindre son parti.

7. Le 1^{er} mars, le Front populaire ivoirien, parti au pouvoir, a tenu un rassemblement à Bouaké, fief des Forces nouvelles, avec la participation du Ministre de la défense, Michel Amani N'Guessan, qui est aussi Président de la campagne du Président Laurent Gbagbo pour l'élection présidentielle. Le parti a également entamé une tournée de campagne dans le nord du pays le 31 mars.

8. Le 8 mars, le Premier Ministre, Guillaume Soro, a été invité à Gagnoa, la ville d'origine du Président, pour participer à la célébration de la Journée internationale de la femme. À cette occasion, le Premier Ministre Soro a indiqué que son partenariat avec le Président Gbagbo était demeuré solide et constructif un an après la signature de l'Accord de Ouagadougou. Il a également remercié le Président de son engagement en faveur de la paix en Côte d'Ivoire.

9. Les groupes de la société civile n'ont cessé de préconiser qu'ils soient associés à la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou. À cet égard, le Facilitateur du

processus de paix en Côte d'Ivoire, le Président Blaise Compaoré du Burkina Faso, a indiqué qu'il se proposait de convoquer une réunion consultative nationale à laquelle participerait la société civile ivoirienne. Le Premier Ministre Soro a également continué de consulter les acteurs de la société civile dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou. C'est ainsi qu'en février, il a tenu un séminaire à l'intention des groupes de femmes affiliés aux signataires de l'Accord de Linas-Marcoussis. Les participants à ce séminaire ont demandé au Gouvernement de veiller à ce que 30 % des postes publics, en particulier à l'Assemblée nationale, soient réservés aux femmes.

10. Le 14 janvier, le Facilitateur a convoqué la troisième réunion du Comité d'évaluation et d'accompagnement de l'Accord de Ouagadougou, à laquelle a participé l'organe consultatif international qui regroupe les partenaires internationaux de la Côte d'Ivoire, dont l'ONUCI. Les participants ont notamment souligné qu'il fallait accorder la priorité au processus électoral et que l'Organisation des Nations Unies devait élaborer, en consultation avec le Gouvernement, les critères et les modalités de la certification des différentes étapes du processus électoral par mon Représentant spécial pour la Côte d'Ivoire, comme l'avait demandé le Conseil de sécurité dans ses résolutions 1765 (2007) et 1795 (2008). Le Facilitateur a également convoqué, le 24 janvier, une réunion de l'organe consultatif permanent de l'Accord de Ouagadougou. L'organe consultatif, composé des principaux acteurs politiques ivoiriens (le Président Gbagbo, le Premier Ministre Soro, Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara), a engagé le Gouvernement ivoirien à hâter la préparation des élections, notamment en réduisant l'échéancier pour la publication des listes électorales, et souligné la nécessité de garantir un accès équitable de tous les candidats aux médias d'État. Il prévoyait que les élections se tiendraient en juin 2008.

11. Le Comité d'évaluation et d'accompagnement s'est réuni de nouveau le 21 mars à Ouagadougou, sous la présidence du Président Compaoré et avec la participation du Premier Ministre Soro et de l'organe consultatif international. Il s'est félicité des résultats des audiences foraines et a recommandé de s'en tenir au délai de trois mois initialement fixé pour les audiences foraines. Il a également recommandé que soient pris sans délai les décrets relatifs aux modalités d'inscription sur la liste électorale et à la collaboration entre l'Institut national de statistique et l'opérateur technique et que soit conclue la convention avec la société française SAGEM, désignée opérateur technique pour établir les cartes nationales d'identité et les cartes d'électeurs, afin que la date des élections puisse être annoncée. La réunion a en outre recommandé que le regroupement des ex-combattants soit accéléré, que le désarmement et le démantèlement des milices soient mis en œuvre d'urgence et que le Gouvernement veille à assurer le financement effectif des opérations de regroupement et de réinsertion des ex-combattants. Le Comité a également invité les parties à appliquer les dispositions du troisième accord complémentaire à l'Accord de Ouagadougou relatives au redéploiement de l'administration fiscale et douanière dans tout le pays.

12. Le Président Gbagbo et le Premier Ministre Soro ont poursuivi les consultations avec les dirigeants de la région. Le 29 janvier, le Président Gbagbo s'est rendu au Gabon pour s'entretenir de l'état de l'application de l'Accord de Ouagadougou avec le Président El-Hadj Omar Bongo Ondimba. Le 6 mars, le Premier Ministre Soro s'est également entretenu avec le Président Bongo à Libreville. Dans le même temps, le Président de la Commission de la Communauté

économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Mohamed Ibn-Chambas, a effectué, les 5 et 6 mars, une visite de deux jours à Abidjan, au cours de laquelle il a annoncé que la CEDEAO apporterait son concours financier au processus électoral et déploierait des observateurs électoraux en Côte d'Ivoire. Les 18 et 19 mars, le Président Gbagbo s'est rendu en Afrique du Sud pour informer le Président Thabo Mbeki des progrès accomplis dans l'application de l'Accord de Ouagadougou.

IV. État de la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou

A. Mise en place du centre de commandement intégré

13. Le centre de commandement intégré a continué de renforcer ses capacités et de multiplier ses activités avec le soutien de l'ONUCI et des forces françaises de l'opération Licorne. Il compte actuellement un effectif de 544 éléments des Forces nouvelles et des forces nationales de défense et de sécurité, sur un effectif maximum autorisé de 568, y compris les unités de police mixtes. Toutefois, son efficacité opérationnelle continue d'être entravée du fait du manque de capacités de planification, des difficultés logistiques et de moyens financiers et opérationnels limités. Néanmoins, depuis mon dernier rapport au Conseil de sécurité (S/2008/1), les moyens de communication du centre de commandement se sont améliorés, le Gouvernement lui ayant fourni du matériel radio. Le manque de moyens financiers suffisants pour le fonctionnement du centre, notamment pour le paiement des salaires et indemnités de son personnel, demeure un problème grave.

14. L'Opération et les forces françaises de l'opération Licorne ont continué d'aider le centre à élaborer ses plans opérationnels et ont mis en place au sein du centre une cellule composée de militaires, de policiers et d'agents civils de liaison. L'Opération entreprend d'établir et d'équiper entièrement un centre d'opérations au siège du centre de commandement intégré à Yamoussoukro en vue de l'appuyer en matière de planification et de coordination. L'Opération fournit également un appui logistique et en matière de transport au centre du commandement ainsi qu'un peloton d'infanterie à des fins de sécurité, conformément aux dispositions de l'Accord de Ouagadougou.

B. Déploiement des unités mixtes, suppression graduelle de la Ligne verte

15. Depuis mon rapport du 2 janvier 2008 au Conseil de sécurité (S/2008/1), l'ONUCI a démantelé tous les 17 postes d'observation qu'il a établis sur la Ligne verte sauf deux, conformément aux dispositions de l'Accord de Ouagadougou. La suppression graduelle de la Ligne verte sera fonction des évaluations des menaces futures, des consultations avec le centre de commandement intégré et de l'amélioration de la situation générale en matière de sécurité, en particulier de la faible probabilité d'une confrontation militaire entre les anciens belligérants. Les unités mixtes continuent d'effectuer des patrouilles dans l'ancienne zone de confiance mais leurs opérations sont toujours entravées par le manque de matériel et le non-paiement des salaires.

C. Désarmement, démobilisation et réintégration

16. Le troisième accord complémentaire avait fixé au 22 décembre 2007 le nouveau délai pour le lancement de l'opération de regroupement des deux forces armées. Bien que ce délai n'ait pas été respecté, les commandants des deux forces armées se sont employés à entamer leur regroupement. Le 24 janvier, le chef d'état-major des forces de défense et de sécurité a annoncé que 12 000 de ses soldats avaient été regroupés et enregistrés et qu'ils avaient déposé leurs armes aux fins de stockage conformément aux dispositions du troisième accord complémentaire. Il a ultérieurement annoncé que cette opération s'étant achevée dans le délai imparti de 10 jours, les soldats des forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire avaient rejoint leurs garnisons.

17. Le regroupement des éléments des Forces nouvelles n'a guère progressé. Au 1^{er} avril 2008, seulement 109 d'entre eux avaient été regroupés. Les problèmes logistiques et financiers ainsi que l'absence d'un programme de réintégration clairement défini contribuent à entraver le regroupement des éléments des Forces nouvelles. Sur les 109, 42 sont toujours regroupés à Ferkessedougou tandis que le reste est démobilisé et attend d'être réintégré. Le Gouvernement a récemment annoncé qu'il dégagerait 7 millions de dollars pour le paiement des indemnités mensuelles des ex-combattants regroupés, ce qui devrait permettre d'accélérer l'opération.

18. L'assistance que la communauté internationale a apportée à l'opération de regroupement a été considérable. À la demande du haut commandement des Forces nouvelles, un groupe de travail composé des forces impartiales et des Forces nouvelles a été créé en vue d'élaborer un plan opérationnel de regroupement. En outre, l'ONUCI a construit trois sites de regroupement à Ferkessedougou, Odienné et Kane, lesquels ont été officiellement remis au centre de commandement intégré le 17 mars. Ces trois sites ainsi que trois autres mis en place à Man, Bouaké et Korhogo ont été équipés par la communauté internationale.

19. Le programme national pour la réinsertion et la réhabilitation communautaire, qui devait absorber 6 000 ex-combattants, a facilité l'enregistrement et l'évaluation des éléments des Forces nouvelles. Le programme éprouve toutefois de graves difficultés financières et opérationnelles. Le Gouvernement a certes annoncé que quelque 31 millions de dollars lui seraient alloués pendant l'exercice fiscal 2008, mais les fonds n'ont toujours pas été décaissés. Les donateurs internationaux, qui s'inquiètent de la capacité du programme d'élaborer et de gérer des programmes de réinsertion, ont réorienté les fonds vers d'autres projets. C'est ainsi par exemple que la Banque mondiale se propose de lancer un programme de réinsertion et de réhabilitation communautaire d'un montant de 40 millions de dollars, qui serait destiné essentiellement aux jeunes à risque mais qui pourrait aussi absorber certains combattants démobilisés.

20. Le programme prévu de service civique, qui devait absorber 20 000 ex-combattants et 20 000 jeunes à risque, n'est toujours pas lancé. Selon les estimations du Gouvernement, ce projet, encore au stade de la conception, coûtera quelque 90 millions de dollars. Les partenaires internationaux se sont dits disposés à financer cet important programme pour autant que le Gouvernement les associe à la conception et à la mise en œuvre.

D. Désarmement et démantèlement des milices

21. Aux termes du troisième accord complémentaire, l'opération de désarmement et de démantèlement des milices devait reprendre au plus tard le 22 décembre 2007. Le Gouvernement a ultérieurement demandé au centre de commandement intégré de l'entamer au plus tard le 18 février 2008. L'ONUCI a construit et équipé quatre points de ramassage d'armes à Toulepleu, Bloléquin, Guiglo et Duékoué, qu'elle a officiellement remis aux autorités ivoiriennes le 17 mars. L'opération demeure toutefois dans l'impasse, essentiellement faute de mécanismes structurés pour la conduire et d'un accord entre le Gouvernement et les dirigeants des milices concernant le paiement des indemnités et les modalités de réintégration des membres des milices.

22. Le premier lot de 2 000 membres de milices a été enregistré à Guiglo en juin 2006 et 981 d'entre eux ont par la suite été désarmés et ont reçu une allocation de sécurité. Le Gouvernement a depuis annoncé qu'il n'a plus l'intention de verser l'indemnité aux 1 000 miliciens enregistrés restants et que ceux-ci devraient plutôt bénéficier d'une réintégration dans le cadre du programme du service civique national qui reste encore à définir et à mettre en œuvre (voir par. 20 ci-dessus). Les dirigeants des milices ont rejeté cette proposition, qu'ils jugent inappropriée, et ont exigé la même allocation que celle offerte à ceux qui ont désarmé en juin 2006.

E. Unification des forces armées

23. Conformément au troisième accord complémentaire, le cadre général régissant l'organisation, la composition et le fonctionnement des nouvelles forces de défense et de sécurité devait être mis en place au plus tard le 15 décembre 2007. Ce délai n'a pas été tenu. Le 20 février 2008, le Président Gbagbo a signé un décret portant création d'un groupe de travail chargé d'élaborer le cadre. Quelques jours plus tôt, le 5 janvier 2008, le Facilitateur avait présenté aux deux parties une proposition concernant les effectifs des Forces nouvelles à intégrer dans les nouvelles forces de défense et de sécurité nationales. Selon cette proposition, 5 000 éléments des Forces nouvelles rejoindraient les forces armées; les 600 auxiliaires de sécurité des Forces nouvelles formés par l'ONUCI en 2006 seraient intégrés dans la police et la gendarmerie pour aider à assurer la sécurité du processus électoral; et 3 400 autres éléments des Forces nouvelles seraient affectés au centre de commandement intégré pour assumer des fonctions de police et de gendarmerie, puis seraient versés dans la police nationale ou la gendarmerie s'ils satisfont les critères nationaux de recrutement. Bien que les parties ivoiriennes n'aient pas officiellement donné suite à la proposition du Facilitateur, celle-ci constitue néanmoins la base des discussions au sein du groupe de travail chargé d'élaborer le cadre pour l'unification des forces armées.

F. Restauration de l'administration de l'État dans tout le pays

24. Seulement 6 094 des 24 437 fonctionnaires qui avaient été déplacés pendant le conflit n'ont pas encore réintégré leur poste à l'intérieur du pays. La Commission nationale de redéploiement de l'administration a annoncé récemment qu'il lui manque encore quelque 20,7 millions de dollars pour mener à terme le redéploiement, en particulier pour remettre en état quelque 3 510 bâtiments publics.

L'ONUCI ayant été priée de libérer quatre édifices publics prioritaires, elle a réinstallé ses camps à Brobo, Logoualé et Odienné, tandis que la réinstallation de ses locaux à Seguéla devrait s'achever en mai 2008.

25. Le troisième accord complémentaire dispose que le redéploiement des fonctionnaires des administrations fiscale et douanière dans tout le pays devait être mené à terme au plus tard le 30 décembre 2007. Cette opération se heurte toutefois à de graves difficultés, notamment l'absence d'un plan complet de redéploiement des agents de la force publique, du personnel judiciaire et du personnel de l'administration pénitentiaire nécessaires pour appuyer ces fonctionnaires. Le Gouvernement a annoncé que le redéploiement du personnel judiciaire ne serait pas possible avant la fin des audiences foraines car près de 50 % des juges du pays participaient à ces audiences. Le Ministère de la justice a créé une cellule spécialisée de redéploiement de la justice et de l'administration pénitentiaire bénéficiant de l'assistance technique de l'ONUCI, en vue de faciliter le redéploiement de la police, du système judiciaire et de l'administration pénitentiaire. L'Union européenne finance la remise en état de 10 bâtiments accueillant des tribunaux dans le nord du pays tandis que l'ONUCI prête son concours pour mobiliser des fonds en vue de la rénovation des installations pénitentiaires dans le nord.

G. Identification de la population et élections

26. L'Accord de Ouagadougou visait à accélérer l'identification des Ivoiriens habilités à voter. À cet égard, l'Accord disposait que toutes les personnes inscrites sur les listes électorales en 2000 seraient automatiquement habilitées à recevoir une carte nationale d'identité et une carte d'électeur; que les audiences foraines en cours délivreraient des jugements supplétifs d'acte de naissance aux Ivoiriens âgés de 18 ans et plus dont la naissance n'a jamais été consignée dans les registres d'état civil, afin qu'ils puissent s'inscrire pour voter; et que les registres d'état civil perdus ou détruits pendant le conflit seraient reconstitués afin de permettre à tous les Ivoiriens qui n'ont pu être inscrits sur la liste électorale de 2000 de se faire inscrire pour voter.

27. Depuis mon précédent rapport au Conseil de sécurité (S/2008/1), le nombre des audiences foraines organisées pour l'identification de la population ivoirienne, entamée le 25 septembre 2007, est passé de 33 à 111, soit le nombre d'équipes techniques initialement envisagé pour l'opération. Les 14 bureaux électoraux régionaux de l'ONUCI ont relevé que les audiences se sont déroulées sans incident majeur en matière de sécurité et qu'un nombre satisfaisant de localités a été couvert, à l'exception de six sous-préfectures. Les statistiques recueillies par les bureaux électoraux régionaux de l'Opération sont communiquées aux institutions nationales et aux ministères compétents et seront analysées dans le contexte de la certification de la phase de pré-identification. Au 8 avril, le nombre total de jugements supplétifs d'acte de naissance délivrés depuis la première vague des audiences foraines en 2006 s'établissait à 565 854. Les audiences foraines devraient s'achever à la fin d'avril.

28. S'agissant de la reconstitution des registres d'état civil perdus ou détruits pendant le conflit, elle devait aussi commencer avant la fin de décembre 2007 selon le troisième accord complémentaire. À ce jour, la Commission nationale de

supervision de l'identification a évalué l'ampleur de la destruction ou la perte des registres d'état civil dans tout le pays et déterminé que quelque 25 % de ces registres avaient été détruits ou perdus et devraient par conséquent être reconstitués. Le 20 mars, le Ministère de la justice a adopté les modalités de l'opération de reconstitution, qui devraient être officialisées par un décret de mise en œuvre. La Commission européenne et la Banque mondiale ont indiqué qu'elles fourniraient des fonds pour l'opération.

29. Le 20 février, le Gouvernement a adopté les spécifications techniques pour l'établissement des cartes d'identité et des cartes d'électeur, qui devraient guider les diverses institutions concernées. La convention entre le Gouvernement et la SAGEM a été signée le 27 mars 2008. Toutefois, la répartition des responsabilités entre la SAGEM et l'Institut national de statistique, qui a de tout temps produit les cartes et devrait mener les opérations d'identification et d'inscription des électeurs conjointement avec la SAGEM, n'est pas encore définie. On s'attend que quelque 6 000 équipes mobiles et fixes participent aux opérations d'identification et d'inscription des électeurs dans 11 000 centres. L'opérateur technique estime que ce processus pourrait durer jusqu'à huit mois. La Commission nationale de supervision de l'identification surveillera la délivrance des cartes nationales d'identité tandis que la Commission électorale indépendante supervisera l'inscription des électeurs par la SAGEM et l'Institut national de statistique.

H. Le processus électoral

30. Le cadre juridique du processus électoral, comprenant notamment l'ordonnance modifiant le code électoral et le décret relatif aux modalités d'établissement de la nouvelle liste électorale, n'a pas encore été définitivement arrêté. En ce qui concerne le choix des bureaux de vote, la Commission électorale indépendante a établi, avec le concours de l'ONUCI, la cartographie de 90 % des 10 453 bureaux proposés au moyen du système de positionnement mondial.

31. Le budget de la Commission électorale indépendante, d'un montant estimatif de 83 millions de dollars, a été établi. Le Gouvernement ivoirien fournira 18 millions de dollars tandis que l'Union européenne, le Japon et la République de Corée ont annoncé un soutien supplémentaire de 25 millions de dollars. Il reste donc un manque à gagner d'environ 40 millions de dollars. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a également annoncé son intention d'apporter un concours financier une fois que la Commission électorale indépendante aura annoncé une date pour les élections.

32. Conformément aux dispositions de la résolution 1765 (2007), mon Représentant spécial a élaboré un cadre s'articulant en cinq critères pour la certification de toutes les étapes du processus électoral. Ce cadre définit des points de référence qui permettront à mon Représentant spécial de déterminer : a) si les conditions de sécurité pendant la période précédant les élections sont propices à la pleine participation de la population et des candidats; b) si le processus électoral est ouvert à tous; c) si tous les candidats ont un accès équitable aux médias d'État et si ceux-ci demeurent neutres; d) si les listes électorales sont crédibles et acceptées par toutes les parties; et e) si les résultats des élections sont déterminés à l'issue d'un dépouillement transparent et accepté par tous ou contesté de manière pacifique par les voies appropriées. Ces points de référence sont définis en consultation avec tous

les partenaires nationaux et internationaux. Mon Représentant spécial poursuit les consultations avec toutes les parties afin de parvenir à une interprétation commune de chaque point de référence ainsi qu'à un accord sur une méthode de certification fondée sur des « lignes rouges ». La certification se déroulera en coordination étroite avec le Facilitateur du processus de paix en Côte d'Ivoire, qui joue un important rôle de médiation et d'arbitrage. Mon Représentant spécial tiendra également de larges consultations avec les principaux acteurs lorsqu'il établira son évaluation du processus électoral.

V. Déploiement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

A. Composante militaire

33. Au 8 avril, les effectifs militaires de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire étaient de 8 034 hommes, dont 7 745 militaires, 193 observateurs militaires et 96 officiers d'état-major, sur un effectif total autorisé de 8 115 hommes. Sur les 11 bataillons de l'Opération, 5 sont déployés dans la partie occidentale du pays, 4 dans la partie orientale et 2 à Abidjan. Une unité d'aviation, trois compagnies du génie, une compagnie de transport et une compagnie de forces spéciales fournissent à la force les moyens d'action et la réserve opérationnelle dont elle a besoin. Le Sous-Groupement de sécurité, fort de 279 hommes, continue d'assurer la protection rapprochée des membres du Gouvernement et d'autres dignitaires.

34. L'Opération a continué de redéployer ses troupes à partir de l'ancienne zone de confiance de manière à étayer sa présence dans l'ouest et le nord du pays et pour permettre à des troupes supplémentaires d'aider le centre de commandement intégré à assurer la sécurité des différentes opérations clefs menées au titre de l'Accord de Ouagadougou. Conformément au nouveau concept d'opérations, qui prévoit le passage d'un déploiement statique dans la zone de confiance à une formation permettant aux forces d'être plus mobiles et de couvrir la totalité du territoire ivoirien de manière à aider les forces nationales de sécurité à assurer un climat de sécurité aux fins du rétablissement de l'autorité de l'État, du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, du processus d'identification et des élections, chaque bataillon effectue des patrouilles sur de longues distances, avec l'appui d'au moins une section, qui reste sur le terrain pendant au moins deux jours afin de surveiller l'évolution de la situation dans sa zone de responsabilité.

35. Bien que les effectifs de l'opération Licorne aient été ramenés de 2 500 à 1 800 hommes en février, la France continue de fournir un appui essentiel à l'Opération et maintient en place tous ses moyens d'intervention rapide. L'opération Licorne prévoit également des patrouilles sur de longues distances dans les zones clefs du pays et s'emploie aux côtés de l'ONUCI à renforcer les capacités du centre intégré de commandement et des forces de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire.

B. Composante police

36. Au 7 avril, 1 182 membres de la police – 434 agents et 748 membres de six unités de police constituées – étaient déployés auprès de l'ONUCI, sur un effectif autorisé de 1 200. La composante police de l'ONUCI s'efforce en priorité de fournir un appui, des conseils et un encadrement à la police nationale ivoirienne et aux unités de police mixtes déployées dans l'ancienne zone de confiance, et aux 600 auxiliaires formés par l'ONUCI en 2006 et déployés dans le nord du pays. La composante police de l'ONUCI fournit également au centre intégré de commandement un appui et des conseils techniques relatifs à la réforme du secteur de la sécurité. Les unités de police constituées fournissent aussi des capacités en matière d'action antiémeutes en cas de manifestations non autorisées ou donnant lieu à des débordements, et protègent le personnel, les installations et les biens des Nations Unies dans leurs zones de responsabilité.

VI. Mission d'évaluation technique

37. À la demande de mon Représentant spécial, une mission d'évaluation technique composée de représentants du Département des opérations de maintien de la paix, du Département des affaires politiques et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'est rendue en Côte d'Ivoire du 3 au 12 mars pour évaluer les progrès accomplis quant à la préparation des élections, et pour aider l'ONUCI à énoncer des propositions concernant le rôle que l'Opération devrait jouer aux fins de l'exécution des autres tâches prévues dans l'Accord de Ouagadougou. Les membres de la mission d'évaluation ont rencontré des parties prenantes très diverses, internationales et ivoiriennes, notamment le Président Gbagbo, le Premier Ministre Soro, les chefs d'état-major des forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire et des Forces nouvelles, des représentants des partis politiques et les responsables des institutions nationales chargées de mettre en œuvre les principaux processus définis dans l'Accord de Ouagadougou. La mission a également rencontré le Représentant spécial du Facilitateur du processus de paix en Côte d'Ivoire, le Président du Burkina Faso, M. Compaoré, des représentants de la Banque mondiale et de l'Union européenne, des membres de la communauté diplomatique et des représentants d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales nationales et internationales. Les membres de la mission d'évaluation se sont rendus à Yamoussoukro, où ils ont entendu des exposés présentés par le centre de commandement intégré.

A. Conclusions de la mission d'évaluation

38. La mission d'évaluation a observé une amélioration sensible du climat général dans le pays en matière politique et sécuritaire. Elle a également constaté que toutes les parties ivoiriennes sont favorables à la tenue d'élections nationales en 2008. Les parties ont fait part à la mission de leur conviction que l'Accord de Ouagadougou a mis fin au conflit armé et que seule la tenue des élections peut permettre de sortir de la crise politique qui persiste. Le Président Gbagbo et le Premier Ministre Soro se sont l'un et l'autre dits confiants que la stabilité relative qui règne en Côte d'Ivoire depuis la signature de l'Accord de Ouagadougou permettra au pays de tenir des élections, qui devraient avoir lieu en 2008. Cette opinion est également celle des

parties de l'opposition, de nombreux groupes de la société civile et de l'ensemble des parties prenantes.

39. La voie des élections est toutefois semée d'une série d'obstacles techniques et d'embûches politiques aussi bien que sécuritaires. En outre, la plupart des opérations clés liées aux élections sont contrariées par de graves difficultés de financement, qui entravent déjà le processus électoral et pourraient réduire à néant les progrès accomplis jusqu'à présent. En dépit des revenus considérables provenant des industries du cacao et du pétrole dans le sud, l'État n'est toujours pas à même de collecter les recettes dans la partie nord du pays. Les commandants de zone des Forces nouvelles continuent de contrôler les structures locales et de percevoir illégalement des recettes pour eux-mêmes.

40. Le Premier Ministre a informé la mission d'évaluation qu'une autre raison pour laquelle le Gouvernement n'avait pas été en mesure d'apporter tout le financement voulu aux phases clés de l'Accord de Ouagadougou est qu'il s'était donné pour première priorité de régler les arriérés dont le pays est redevable à la Banque mondiale, soit 240 millions de dollars, afin de renouer des relations normales avec les institutions financières internationales et de faciliter l'allègement de sa dette de 19 milliards de dollars grâce à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Le Premier Ministre a confirmé que le Gouvernement est à même de tenir les échéances de paiement tout au long de l'année et a réussi à régler ses arriérés.

41. Sur le plan technique, le calendrier des élections est lui-même problématique. Le troisième accord complémentaire prévoyait que les élections présidentielles se tiendraient à la fin du premier semestre 2008. Toutes les parties ont reconnu que cette échéance ne pouvait plus être tenue pour des raisons techniques. Le président de la Commission électorale indépendante devrait proposer une date pour la tenue des élections présidentielles, maintenant que le Gouvernement a conclu avec la SAGEM le contrat confiant à celle-ci la production des cartes nationales d'identité et des cartes d'électeurs.

42. L'identification de la population, qui est au cœur de la crise ivoirienne, suscite également des inquiétudes du fait qu'elle risque de donner lieu à des controverses, une fois encore, et de retarder les élections. Si la plupart des parties prenantes ivoiriennes, y compris le Président Gbagbo et le Premier Ministre Soro, se sont déclarés satisfaites des audiences foraines, le Rassemblement des républicains, parti d'opposition, s'est plaint que de nombreux Ivoiriens n'aient pas pu accéder à ces audiences, en particulier dans l'ouest du pays, en raison de la présence de milices, même si elles sont actuellement inactives.

43. Sur le plan de la sécurité, l'essentiel des parties et les groupes de la société civile insistent sur le fait que le désarmement doit précéder les élections. Les Forces nouvelles assurent pour leur part qu'elles cantonneront leurs combattants et stockeront leurs armes, conformément au troisième accord complémentaire, une fois que les programmes de service civique et de réintégration seront en place. Or, le programme de service civique n'est encore qu'un concept et les donateurs font valoir qu'ils ne financeront des programmes de réintégration que s'ils sont associés à leur conception et à leur exécution (voir par. 20 ci-dessus). En outre, le Gouvernement n'a toujours pas dégagé de fonds pour régler leurs indemnités aux combattants durant leur séjour sur les sites de cantonnement.

44. Pour ce qui est de la réunification des deux forces, les chefs d'état-major des forces de défense et de sécurité et des Forces nouvelles ont informé la mission d'évaluation qu'ils avaient élaboré une proposition concernant la création d'une armée unifiée de transition, qui serait constituée d'unités mixtes responsables de la sécurité du processus électoral. La proposition n'a pas encore été approuvée par le Président et le Premier Ministre. Par ailleurs, des décisions restent pendantes s'agissant de questions qui se posent de longue date au sujet des grades et des salaires des éléments des Forces nouvelles devant rejoindre l'armée.

45. La réintégration des éléments des Forces nouvelles dans la police nationale et la gendarmerie est elle aussi au point mort suite au rejet par les commandants de la police et de la gendarmerie de la proposition du Facilitateur tendant à inclure 4 000 éléments des Forces nouvelles dans les forces de police et de gendarmerie. Les commandants insistent sur le fait qu'ils n'accepteront que 600 auxiliaires de sécurité des Forces nouvelles entraînés par l'ONUCI en 2006, et la question a été renvoyée au Facilitateur.

46. De nombreuses parties prenantes ivoiriennes se sont dites préoccupées par le fait que les milices, qui seraient pour l'heure inactives, peuvent facilement être mobilisées durant les élections, en particulier dans la partie ouest du pays et à Abidjan. Bien que l'ONUCI ait transféré au Gouvernement le contrôle des sites désignés pour le désarmement, il reste à élaborer un plan pour faire aboutir le désarmement et le démantèlement des milices.

47. D'autres problèmes de sécurité soulevés par les partenaires ivoiriens aussi bien qu'internationaux incluent la possibilité de troubles civils résultant de la frustration de la population face à la lenteur du déroulement du processus de paix et à l'exploitation par les groupes armés, en particulier dans le nord, ainsi que de possibles différends ethniques et fonciers dans l'ouest du pays, où un grand nombre de personnes déplacées ont déjà commencé à retourner. À cet égard, le chef d'état-major des forces de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire, ainsi que les commandants de la police et de la gendarmerie, ont réitéré la demande adressée au Conseil de sécurité afin qu'il accorde une dérogation à l'embargo sur les armes pour leur permettre d'importer des panoplies antiémeutes et des armes de poing destinées à la police, ainsi que des pièces détachées pour l'hélicoptère de transport militaire qui, selon les responsables ivoiriens, seraient nécessaires durant la période électorale.

48. Toutes les parties ivoiriennes et les groupes de la société civile qui ont rencontré les membres de la mission d'évaluation sont conscients des dangers pouvant résulter d'élections qui seraient perçues comme manquant de crédibilité. Ils ont évoqué la récente expérience postélectorale du Kenya et souligné l'importance du rôle de certification de mon Représentant spécial dans la garantie de la crédibilité des élections. Certaines parties prenantes s'inquiètent de la possibilité que le consensus actuel concernant les élections se désintègre, en particulier si certaines parties commencent à avoir le sentiment qu'elles seront marginalisées en cas d'échec. À cet égard, certains partis politiques et groupes de la société civile ont insisté sur le fait qu'il fallait éviter un scénario dans lequel le vainqueur des élections emporterait toute la mise et ont souhaité un arrangement politique non exclusif.

B. Recommandations concernant le rôle de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire aux fins de l'accomplissement des dernières tâches prévues par l'Accord de Ouagadougou

49. L'Opération concentrera ses efforts sur les domaines suivants : a) aider les parties ivoiriennes à surmonter les difficultés et à réduire au minimum les risques recensés dans le présent rapport; b) appuyer les initiatives engagées par les parties et le Facilitateur pour maintenir le processus de paix sur les rails; c) contribuer à créer les conditions de sécurité voulues pour les élections; d) contribuer, grâce à mon Représentant spécial, à renforcer la crédibilité du processus électoral; e) apporter un soutien logistique aux élections; f) aider les institutions nationales à mener à bien toutes les tâches essentielles qui doivent l'être avant les élections; et g) concevoir une stratégie d'information efficace et ciblée afin de sensibiliser les acteurs ivoiriens au rôle de l'ONUCI dans le processus de paix.

50. Pour contribuer à créer les conditions de sécurité nécessaires aux fins des élections, il est essentiel de maintenir les effectifs actuels de l'ONUCI jusqu'après les élections. La composante militaire de l'ONUCI continuera de mettre en œuvre son nouveau concept d'opérations, de s'employer avec l'opération Licorne à aider les parties à concrétiser les propositions du Facilitateur concernant la réintégration des effectifs des Forces nouvelles dans la police et l'armée nationales, et d'élaborer des plans de circonstance en vue d'éventuelles interventions de stabilisation afin de prévenir les actes de violence visant à perturber le processus de paix. Ces plans de circonstance prévoiraient le redéploiement des unités de police constituées de l'Opération et des capacités antiémeutes du contingent afin d'aider les institutions de sécurité nationale là où elles pourraient ne pas être dotées de moyens suffisants pour faire face à des incidents violents. Des recommandations relatives au retrait de l'ONUCI seront formulées après les élections.

51. La composante police de l'ONUCI continuera de faciliter la réintégration des éléments des Forces nouvelles dans la police et la gendarmerie nationales sur la base des arrangements conclus par les parties, et d'appuyer les activités de formation et d'encadrement de ces éléments. L'Opération fournira aussi un soutien logistique aux fins du redéploiement de la police nationale vers le nord du pays à l'appui d'un plan général de sécurité convenu pour le processus électoral élaboré par les autorités ivoiriennes, avec l'assistance de l'ONUCI et de l'opération Licorne. La composante police élaborera en outre, avec la composante militaire, un plan pour le redéploiement éventuel des capacités antiémeutes de la l'Opération vers les zones considérées comme à haut risque, notamment l'ouest du pays, Bouaké et Abidjan.

52. S'agissant du désarmement, l'ONUCI continuera d'encourager la mise en œuvre rapide du cantonnement des forces, conformément au troisième accord complémentaire de Ouagadougou. Il importe à cet égard d'obtenir à la fois des Forces nouvelles et des forces de défense et de sécurité les listes des combattants, des effectifs et des armes qu'elles ont promis de communiquer. L'Opération s'emploiera aussi, avec le Facilitateur, à encourager les parties à arrêter un arrangement concret pour le contrôle des armes placées dans des dépôts, conformément au rôle de supervision confié à l'ONUCI et à l'opération Licorne dans l'Accord de Ouagadougou. L'Opération encouragera le Gouvernement à associer les donateurs partenaires à la conception des programmes de réintégration

et de service civique, à énoncer un plan permettant d'achever le démantèlement des milices encore présentes dans l'ouest du pays et à Abidjan et à élaborer un programme et une stratégie de financement efficaces pour la réintégration à long terme des ex-combattants.

53. L'Opération suivra étroitement le déroulement de chaque étape du processus d'identification et du processus électoral au titre de l'appui au mandat de certification de mon Représentant spécial. Ce suivi permettra aux parties ivoiriennes et au Facilitateur de prendre les mesures nécessaires s'il apparaît à l'un ou l'autre moment du processus de certification des difficultés susceptibles de compliquer le processus électoral. Mon Représentant spécial exercera son mandat de certification en étroite consultation avec le Facilitateur et les institutions ivoiriennes compétentes, telles que la Commission électorale indépendante et le Conseil constitutionnel.

54. L'Opération fournira également un appui logistique aux élections. Elle a entrepris de passer en revue les besoins logistiques recensés par la Commission électorale indépendante à la lumière de ses propres capacités logistiques. Si de nouveaux moyens aériens et véhicules s'avéraient nécessaires aux fins des élections, il conviendrait d'étudier la possibilité de se les procurer auprès de la Mission des Nations Unies au Libéria, au titre de la coopération entre missions.

55. L'Opération continuera d'aider les autorités ivoiriennes à mener à bien d'autres tâches cruciales, comme le rétablissement de l'autorité de l'État, y compris la justice et l'état de droit, dans tout le pays, et la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle continuera aussi de s'employer avec l'équipe de pays des Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres partenaires internationaux à promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation entre les communautés, facilitera la fourniture de l'assistance humanitaire et l'aide au relèvement, en particulier dans les régions du nord et de l'ouest du pays, et encouragera le processus de paix grâce à ses antennes d'information.

56. Dans mon treizième rapport sur l'ONUCI (S/2007/275), j'ai recommandé que l'ONUCI examine son effectif une fois atteint deux seuils clefs, à savoir le processus de désarmement et le rétablissement de l'autorité de l'État partout dans le pays. Comme indiqué dans le présent rapport, ces seuils n'ont pas encore été atteints. Après les élections qui sont prévues, il sera essentiel d'engager des consultations avec le gouvernement nouvellement élu de manière à déterminer la nature et l'importance de l'appui que les autorités ivoiriennes attendront de l'ONUCI aux fins des élections législatives et locales avant que l'Opération ne commence à se retirer.

C. Appui aux personnes touchées par le conflit

57. La majorité des quelque 700 000 personnes déplacées à l'intérieur de la Côte d'Ivoire ne devraient pas demander d'aide à la réinstallation. La communauté humanitaire en Côte d'Ivoire s'attache donc en priorité à fournir une assistance au 111 000 déplacés originaires de l'ouest du pays, dont environ 55 000 avaient spontanément regagné leur communauté à la fin 2007. Les autres personnes déplacées à l'ouest pourraient être réinstallées d'ici à la fin de 2008 si les progrès constants du processus de paix se poursuivent sans interruption. Lorsque les organismes des Nations Unies et leurs partenaires passeront de l'action humanitaire

aux interventions axées sur le relèvement et le développement, une stratégie de retrait sera élaborée pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires en Côte d'Ivoire.

D. Appui à l'instauration d'un climat politique porteur

58. Compte tenu du rôle des médias dans l'orientation donnée au discours politique ivoirien, les mécanismes de suivi de l'Accord de Ouagadougou prévoient l'élaboration d'un code de conduite des journalistes durant la période électorale à venir, ainsi que l'accès équitable aux médias publics. L'Opération veillera à son respect, dans le cadre de ses activités de suivi régulier des médias ainsi qu'au titre de l'exécution du mandat de certification de mon Représentant spécial. À cet égard, la demande du Premier Ministre Soro visant à ce que l'ONUCI fasse régulièrement des rapports publics sur les médias ivoiriens pourrait contribuer à enrayer des tendances dangereuses dans les médias, susceptibles d'engendrer des violences dans le contexte des élections. L'Opération engagera donc des consultations avec toutes les parties, y compris le Président Gbagbo, pour s'assurer de leur adhésion à cette initiative.

E. Appui à la protection et à la promotion des droits de l'homme

59. L'ONUCI et ses partenaires continueront de surveiller la situation en matière de droits de l'homme en Côte d'Ivoire, en s'intéressant aux femmes et aux enfants, tout en renforçant la capacité des institutions nationales de promouvoir et protéger ces droits. Deux faits nouveaux encourageants se sont produits : d'une part, la signature d'un décret présidentiel validant l'élection du conseil exécutif d'une commission nationale des droits de l'homme, qui permettra à la commission de commencer officiellement à énoncer et à mettre en œuvre des stratégies relatives aux droits de l'homme; et, d'autre part, après l'exécution réussie des plans d'action, la radiation des Forces nouvelles et des milices progouvernementales de l'ouest de la liste des parties au conflit armé qui recrutent et utilisent des enfants soldats (voir S/2002/1299, annexe).

60. Les violations des droits des enfants, notamment la violence sexuelle, demeurent toutefois un grave sujet de préoccupation partout dans le pays. L'Opération et l'équipe de pays des Nations Unies continueront donc de surveiller la situation à cet égard conformément à la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité, à agir de concert avec le Gouvernement et les institutions partenaires en vue de l'adoption d'un plan d'action national de répression de la violence sexuelle, et d'appuyer les initiatives visant à la création d'une commission nationale chargée de la question des enfants touchés par la guerre. L'Opération continuera en outre d'encourager la création de clubs des droits de l'homme, déjà actifs dans plus de 70 écoles partout dans le pays. Elle a formé plus d'une vingtaine d'organisations de droits de l'homme aux techniques de suivi et a collaboré avec une organisation non gouvernementale à la production et à la diffusion de supports de sensibilisation auprès de plus de 30 000 personnes et d'organisations de la société civile, avec l'appui financier du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de l'ambassade du Canada.

F. Appui au processus de relèvement économique

61. L'économie ivoirienne continue de se relever, la croissance ayant atteint 1,7 % en 2007 grâce à l'augmentation des investissements et aux bons résultats enregistrés dans les secteurs des télécommunications, du bâtiment et du commerce. La croissance devrait doubler en 2008 du fait de la reprise des prix à l'exportation du pétrole et des produits agricoles.

62. La priorité à court terme du Gouvernement est le financement de son programme de relèvement, le Ministère de la planification et du développement ayant pour sa part entrepris d'élaborer un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté qui permettra à la Côte d'Ivoire de bénéficier de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. La stratégie intérimaire de réduction de la pauvreté pour 2003-2007 a été élargie de manière à inclure la création de conditions propices à la réconciliation nationale, notamment en se préoccupant des questions de propriété foncière et d'identification ainsi que d'autres causes sous-jacentes du conflit ivoirien. L'ONU et la Banque mondiale s'emploient pour leur part à aligner leurs objectifs de programme sur la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la Côte d'Ivoire et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement seront l'un et l'autre axés sur les droits de l'homme.

G. Appui financier à la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou

63. Pour faciliter la mobilisation et la coordination de l'assistance humanitaire à l'appui de la mise en œuvre des processus prévus par l'Accord de Ouagadougou, le Programme des Nations Unies pour le développement a créé deux fonds d'affectation spéciale. Le premier, destiné à financer les programmes de relèvement, a reçu des contributions d'un montant de 8,4 millions de dollars, auxquels viennent s'ajouter des annonces de contribution s'élevant à 12,4 millions de dollars supplémentaires. Le deuxième, destiné à financer l'organisation des élections, a reçu 16,6 millions de dollars. Le Fonds monétaire international a en outre fourni en 2007 un appui budgétaire direct s'élevant à 60 millions de dollars au titre de l'assistance d'urgence après un conflit et apportera une contribution équivalente en 2008, notamment à l'appui des élections et de la réadaptation sociale. En février, la Banque africaine de développement et le Gouvernement ivoirien ont signé un accord portant sur le don de 31,4 millions de dollars destinés au financement d'un projet multisectoriel axé sur le rétablissement des services publics et le développement rural.

64. En réponse aux inquiétudes exprimées par les donateurs quant au fait que les annonces des contributions au programme de relèvement n'ont pas pu être concrétisées faute de projets clairement énoncés, le Programme des Nations Unies pour le développement a fourni les services d'une équipe de consultants chargée de contribuer à l'élaboration des projets. En février, le Fonds monétaire international a recommandé qu'une plus grande part des recettes provenant de l'industrie du pétrole soit allouée à la mise en œuvre du processus de paix.

65. Le système des Nations Unies s'est également employé, en étroite collaboration avec le Gouvernement burkinabé, à obtenir un appui financier pour la

facilitation du processus de paix. À cet égard, une aide d'un montant de 700 000 dollars a été accordée au titre de la composante interventions d'urgence du Fonds pour la consolidation de la paix afin d'appuyer les initiatives en faveur de la facilitation engagées par le Président du Burkina Faso, en sa qualité de Président de la CEDEAO. L'ONU participe aussi aux activités du bureau du représentant spécial du Facilitateur à Abidjan dans le cadre d'un projet géré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, auquel le Gouvernement norvégien a versé une contribution d'environ 330 000 dollars en 2007, d'autres contributions devant être apportées en 2008 par la Banque mondiale, la France et le Fonds pour la paix et la sécurité de la CEDEAO financé par l'Union européenne.

VII. Observations

66. L'Accord de Ouagadougou a fait fond sur les progrès limités obtenus grâce aux accords précédents et a permis de faire des avancées plus substantielles, grâce auxquelles la Côte d'Ivoire a pu faire des élections une réalité plus proche au cours de l'année écoulée. Les résultats les plus importants sont le climat positif durable, bien qu'encore fragile, qui prévaut désormais dans le pays sur les plans politique et sécuritaire, l'amorce de la reprise économique et les progrès réalisés dans l'identification de la population, qui était au cœur de la crise ivoirienne. Les progrès régulièrement accomplis jusqu'à présent peuvent être attribués au partenariat durable entre le Président Gbagbo et le Premier Ministre Soro et au fait que le pays assume la responsabilité du processus de paix, ainsi qu'au rôle de facilitation joué par le Président Compaoré et à l'appui technique et matériel fourni par les partenaires internationaux de la Côte d'Ivoire, notamment l'ONUCI, l'opération Licorne, les donateurs, les organismes humanitaires et les institutions financières internationales.

67. Je me félicite du consensus entre les parties ivoiriennes concernant la tenue des élections en 2008. Les difficultés à venir mettront toutefois cette entente à rude épreuve. Les parties devraient faire tout leur possible pour préserver l'esprit de réconciliation, le dialogue continu et la volonté d'inclusion issus de l'Accord de Ouagadougou, afin que le processus de paix se poursuive. Il est en outre indispensable d'étayer la situation politique et sécuritaire fragile qui règne dans le pays en accomplissant des progrès concrets en matière de désarmement; de démanteler les milices; de procéder à la réadaptation et à la réintégration des ex-combattants, ainsi qu'à la réunification du pays; et de rétablir pleinement l'autorité de l'État dans tout le pays. Si des progrès tangibles ne sont pas faits dans ces domaines clefs, les progrès enregistrés jusqu'à présent continueront d'être exposés à de graves revers.

68. Les élections contribueront à la consolidation de la paix et de la stabilité dans le pays, mais elles comportent aussi des risques sérieux si elles ne sont pas menées de manière transparente, juste et crédible. Je constate avec plaisir que toutes les parties ivoiriennes ont exprimé leur attachement à des élections « propres » et transparentes et s'emploient en étroite coopération avec mon Représentant spécial à faire en sorte que le mandat de certification de ce dernier contribue à accroître la transparence et la crédibilité du processus électoral à tous les stades. Il importe d'appuyer ces initiatives au moyen d'un dialogue, en vue de gérer la période postélectorale.

69. On ne peut compter que les élections seront la solution à toutes les grandes questions liées à la crise. Ainsi, la mise en œuvre de l'opération sensible d'identification de la population est un processus à long terme qui se poursuivra au-delà des élections, à l'instar de la réinsertion des ex-combattants, de la réforme du secteur de la sécurité, du règlement des questions de propriété foncière, de la protection des droits de l'homme, de la guérison des blessures causées par le conflit et du traitement des causes profondes de la crise. Il faudra pour cela que les parties continuent d'agir ensemble dans une atmosphère de confiance. La communauté internationale devrait aussi rester déterminée à aider les parties ivoiriennes à résoudre ces questions après les élections.

70. L'ONU reste pleinement déterminée à maintenir son appui sans réserve à la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou. Les organismes des Nations Unies présents en Côte d'Ivoire continueront de mettre à la disposition des parties prenantes et des institutions nationales des ressources essentielles, telles que les compétences techniques, l'assistance logistique et l'appui au renforcement des capacités. Pour aider les Ivoiriens à exécuter les autres tâches prévues par l'Accord de Ouagadougou, l'ONU continuera de travailler en étroite collaboration avec tous ses partenaires internationaux, y compris les donateurs, la communauté internationale, le Facilitateur et son représentant spécial à Abidjan.

71. En conclusion, je tiens à exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial en Côte d'Ivoire, Y. J. Choi, et à l'ensemble du personnel militaire et civil de l'ONUCI pour l'engagement qu'ils n'ont cessé de manifester au service du processus de paix. Je tiens aussi à remercier les pays qui envoient des personnels militaires et de police, la CEDEAO, l'Union africaine, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les organisations humanitaires, les donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que les organisations non gouvernementales internationales et locales pour leur contribution inappréciable à la paix et à la stabilité en Côte d'Ivoire. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou n'auraient pas été possibles sans le dévouement sans faille et l'esprit d'initiative du Facilitateur, le Président Compaoré, auquel je voudrais exprimer à nouveau ma profonde gratitude pour le rôle remarquable qu'il joue dans la recherche d'une solution à la crise ivoirienne, et rappeler l'attachement constant de l'ONU à l'appui des efforts qu'il déploie.